

Commune d’Eth

République française, Département du Nord

Arrondissement d’Avesnes-sur-Helpe

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 9 avril 2025

Convocation en date du : 3 avril 2025

Nombre de Membres : 11

En exercice ayant pris part à la délibération : 8 dont 1 procuration

Le neuf avril deux mille vingt-cinq, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s’est réuni en séance ordinaire en salle de réunion (1ère étage) de la mairie d’Eth sous la présidence de Madame Pierrette GUIOST, Maire.

Etaient présents : Mesdames GUIOST, LARA, STIBLING
Messieurs KRIEGEL, ROGER, WANDOLSKI, GENAMEZ

Absents excusés : Messieurs HECQUET, GILBERT, RYCKEBUSCH et JUZAC (pouvoir à Mme LARA)

Secrétaire de séance : M. GENAMEZ Laurent

OBJET / DELIBERATION 004/2025 – Vote des taux des impôts directs locaux 2025

Vu le code général des impôts, notamment ses articles 1636 B sexies et suivants,
Vu la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, notamment son article 16,
Vu l’état de notification des bases d’imposition des taxes directes locales,

Madame le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Les bases nettes d’imposition de la commune pour l’année 2024 telles qu’elles ont été notifiées par les services fiscaux sont les suivantes :

Taxes	Pour mémoire, bases de l’année 2023 (n – 1)	Bases notifiées	Taxes
Taxe sur le foncier bâti	272 739 €	276 100 €	30,89 %
Taxe sur le foncier non bâti	26 282 €	26 700 €	44,15 %
Taxe d’habitation	16 920 €	13 700 €	9,52 %
Cotisation foncière des entreprises	- €	- €	- %

À compter de 2021, conformément à la loi 1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, les communes cessent de percevoir le produit de la taxe d’habitation sur les résidences principales (THRP). La délibération relative au vote des taux 2025 ne fixera donc pas de taux pour la taxe d’habitation sur les résidences principales (THRP).

En contrepartie de cette suppression, les communes se voient transférer la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçue sur leur territoire. Ce transfert influe sur le taux

de la TFPB voté par la commune. À compter de 2021, il convient de voter un taux égal à la somme des taux communal et départemental appliqués en 2020 sur le territoire de la commune (article 1640 G I.-1. du Code général des impôts).

En revanche, les communes conservent le produit de la taxe d'habitation sur les résidences autres que principales (résidences secondaires, logements vacants...).

Compte tenu de ces bases d'imposition, des allocations compensatrices d'allègements fiscaux et du produit attendu des taxes directes locales qui se voient appliquer un taux national (CVAE, IFER, TASCOTM), le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget 2025 est de **79 151 €**.

Pour atteindre ce produit fiscal, Madame le Maire propose de maintenir les taux au niveau voté en 2024 (année n - 1) ; concernant le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, Madame le Maire propose de garder le taux voté antérieurement pour la taxe d'habitation, soit 9,52%.

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré, **par 8 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention**,
FIXE les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025 :

Taxes	Pour mémoire, taux voté en 2024 (année n - 1)	Bases d'imposition notifiées	Taux votés	Produits
Taxe sur le foncier bâti	30,89 %	276 100 €	30,89%	85 287 €
Taxe sur le foncier non bâti	44,15 %	26 700 €	44,15 %	11 788 €
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	9,52 %	13 700 €	9,52 %	1 304 €
Cotisation foncière des entreprises	- €	- €	- %	- €
Total				98 379 €

Fait et délibéré à Eth, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme.

Le Maire,
Pierrette GUIOST



Le Secrétaire de séance,
Laurent GENAMEZ

Publiée le : 16/04/2025

Transmise au Représentant de l'État par voie dématérialisée selon le bordereau d'acquittement.

Mme le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.